

KLEINBERG, Robert. *Chinas Opening to the Outside World. The Experiment with Foreign Capitalisme* Boulder, San Francisco and Oxford, Westview Press, 1990, 291p.

Claude Comtois

Volume 23, Number 1, 1992

L'effacement de la confrontation est-ouest et la remise en cause des alliances

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/702992ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/702992ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (print)

1703-7891 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this review

Comtois, C. (1992). Review of [KLEINBERG, Robert. *Chinas Opening to the Outside World. The Experiment with Foreign Capitalisme* Boulder, San Francisco and Oxford, Westview Press, 1990, 291p.] *Études internationales*, 23(1), 221–223. <https://doi.org/10.7202/702992ar>

n'hésitent pas à abattre définitivement la forêt. Et c'est autour de cette question qu'apparaît la quatrième grande contribution de Hurst: le débat qu'il amorce concernant la responsabilité des peuples de la forêt et autres groupes d'essarteurs traditionnels dans la destruction de la forêt tropicale. Hurst montre bien, et ici il se montre très clair, que la croyance – bien entretenue par les pouvoirs d'État et les lobbys forestiers qui les courtisent – selon laquelle ce sont les peuples de la forêt qui sont les principaux responsables de sa régression, est fautive.

Cinquièmement, enfin, dans le dernier chapitre du livre, sans doute le meilleur, Hurst dresse une série de recommandations visant à promouvoir la protection des forêts, ou du moins leur renouvellement. Fondamentalement optimiste voire utopiste, cette conclusion témoigne du courage de l'auteur et rend en fin de compte son œuvre attachante.

Rodolphe De KONINCK

*Département de géographie
Université Laval, Québec*

KLEINBERG, Robert. *China's Opening to the Outside World. The Experiment with Foreign Capitalism*. Boulder, San Francisco and Oxford, Westview Press, 1990, 291 p.

La recherche de Kleinberg consiste à vérifier l'hypothèse selon laquelle l'ouverture de la Chine au marché économique mondial repose à la fois sur un calcul du potentiel de concurrence de la Chine et sur une

action politique. Cette hypothèse d'une part reflète des objectifs économiques nationalistes et d'autre part permet de promouvoir les intérêts de l'État chinois. Bien que le volume se divise en dix chapitres, il est possible d'identifier cinq volets.

L'auteur identifie d'abord les principes idéologiques qui sous-tendent la politique d'ouverture de la Chine. Il extrait les propositions communes concernant la politique économique étrangère de la Chine telles qu'exprimées dans plusieurs articles publiés sur le sujet en Chine durant la décennie 1978-1988. L'auteur vise ainsi à établir le cadre d'analyse de son étude et dans la même veine à identifier un dénominateur commun des réformes qui transcende l'éventail politique chinois. Kleinberg considère que depuis 1978, les cadres et analystes chinois ont exprimé sans équivoque des vues néomercantilistes plutôt que marxistes. Selon l'auteur, l'émergence du caractère néomercantiliste de la politique d'ouverture fournit un modèle explicatif des réactions étatiques de la Chine face à l'évolution des conditions économiques mondiales. Les autorités chinoises perçoivent les relations économiques internationales comme une concurrence entre toutes les nations qui sont déterminées à utiliser les moyens politiques pour promouvoir leurs intérêts. Une revue de la littérature décrit l'État chinois comme activiste et interventionniste. Bien que cette approche théorique ne soit pas originale, l'auteur analyse néanmoins avec beaucoup d'habileté, les objectifs de la politique économique étrangère de la Chine dans sa poursuite des capitaux et de la technologie pour accroître la productivité et la ri-

chessé de la nation. Ce consensus général qui existait en Chine durant la dernière décennie ne définit pas, et l'auteur en convient, des décisions politiques spécifiques, mais plutôt le concept général qui identifie les paramètres des réformes. Les chapitres subséquents analysent les manifestations du néomercantilisme eu égard aux zones économiques spéciales, au commerce international et aux investissements étrangers.

Kleinberg examine les motifs qui présidèrent à la création des zones économiques spéciales et les attentes du gouvernement central. Il souligne les politiques préférentielles qui furent adoptées à Shenzhen pour l'investissement en capitaux étrangers et évalue les effets dramatiques sur le développement local, qui étaient inadéquats aux yeux du gouvernement central. En effet, les zones économiques spéciales devinrent très vite des zones d'importations de biens étrangers plutôt que d'exportations des produits chinois et donnèrent naissance à la corruption et à la spéculation. La technologie mise en place par les firmes étrangères était dans plusieurs cas déjà désuète. Et le développement des zones requérait des investissements massifs en infrastructure de la part de l'État. Aussi, l'auteur examine la réaction du gouvernement central et les développements subséquents de Shenzhen. Beijing dut établir une frontière entre Shenzhen et l'intérieur de la Chine afin de contrôler le mouvement de la main-d'œuvre. Les autorités chinoises annoncèrent également de nouvelles réglementations concernant les banques étrangères. Ces réajustements de politiques avaient pour objectif d'exercer des pressions sur Shenzhen afin que la zone réponde d'abord aux ob-

jectifs prioritaires de sa mise en place, soit de fournir des bénéfices nationaux et non seulement locaux. Malgré ces problèmes, Kleinberg souligne néanmoins l'importance de Shenzhen dans sa capacité à générer de la richesse et à faciliter la réunification avec Taiwan et Hong-Kong.

Dans le but de mieux comprendre la gestion du commerce extérieur de la Chine, l'auteur examine ensuite le développement des contrôles du commerce et ses conséquences depuis 1950. Cette approche offre une nouvelle perspective sur la dynamique des réformes antérieures qui tentaient de trouver un compromis entre le contrôle de l'État et l'initiative locale. Kleinberg soutient que malgré les changements survenus dans l'application des politiques et les conséquences des réformes administratives, la Chine a maintenu la poursuite de deux objectifs soit la croissance économique et le développement d'une base industrielle sous contrôle national. La politique d'ouverture a engendré une croissance du volume et de l'importance du commerce extérieur de la Chine, tout en modifiant la structure et la direction des échanges internationaux. Mais l'intervention et la gestion de l'État à travers des règles économiques devinrent de plus en plus présentes. En effet, l'auteur évalue comment l'intervention du gouvernement central n'a pas permis de réconcilier l'objectif de stimulation de l'initiative locale. Beijing a préféré une politique stricte de substitution à l'importation plutôt qu'une libéralisation des échanges.

L'auteur poursuit son analyse en présentant certains aspects de la politique chinoise concernant les investissements étrangers, notam-

ment les lois et leur impact économique. Kleinberg discute des grands objectifs des politiques chinoises, il évalue la mise en œuvre des politiques concernant les investissements étrangers, et examine les ambiguïtés des lois qui permettent aux entreprises de l'État, une certaine flexibilité en renforçant leur position de négociation concernant des projets prioritaires avec des partenaires étrangers. L'auteur analyse la manière dont l'État chinois a maintenu ses intérêts eu égard à l'emploi de la main-d'œuvre chinoise et au rapatriement des profits générés en Chine par des firmes étrangères. Kleinberg démontre que l'État est effectivement intervenu pour protéger les intérêts nationaux. Par ailleurs, il importe de souligner que Kleinberg évalue l'impact de la chute des investissements et des revenus en devises étrangères suite aux événements de la place Tiananmen en juin 1989. Dans sa politique d'ouverture, la Chine conserve une influence prépondérante sur ses ententes avec les compagnies étrangères.

Kleinberg conclut que la décision des dirigeants chinois d'adopter une approche néomercantiliste, leur permet de remplacer la lutte des classes par le renforcement de l'économie nationale comme idéologie dominante. Bien que cette conclusion soit discutable, l'auteur souligne de façon originale que cette nouvelle approche fournit aux autorités chinoises une nouvelle justification pour exercer un pouvoir étatique centralisé.

Cette étude analyse plusieurs aspects de la politique d'ouverture économique de la Chine et les compare. Kleinberg démontre que la dynamique de cette politique d'ouverture se

résume en trois phases cycliques. Une période de relâchement de certains contrôles à travers des politiques de décentralisation, une période d'ajustement qui établit la promotion des intérêts de l'État, et une période de réajustement pour attirer les investissements étrangers. Kleinberg repose son étude sur une vaste étendue de références de sources chinoises, et fournit des explications convaincantes des stratégies et objectifs économiques nationalistes qui ont forgé l'interaction entre les décisions politiques et la croissance des relations économiques internationales de la Chine. En faisant référence à de nombreuses études de cas, l'auteur identifie les succès et les problèmes de la Chine eu égard à l'obtention des capitaux (concentration des investissements dans quelques régions) et de technologies (limites des transferts technologiques) de ses partenaires commerciaux occidentaux. La contribution la plus intéressante et sans doute la plus prometteuse de recherche de l'auteur est de soulever d'importantes continuités historiques dans les politiques et les lois chinoises durant la dernière décennie, nonobstant les fluctuations des conditions économiques locales et internationales. Cette étude fort bien menée est solidement documentée et sa lecture est recommandée tant aux universitaires qu'aux professionnels concernés par la position de la Chine dans le cadre de ses échanges internationaux.

Claude COMTOIS

*Centre d'études de l'Asie de l'Est
Université de Montréal*